

RAPPORT SUR LA PAUVRETÉ DES ENFANTS

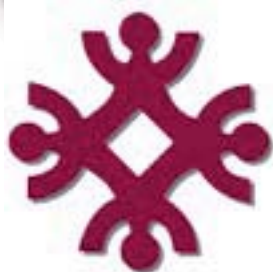
Nouveau Brunswick • novembre 2012



Plus de deux décennies sont passées depuis la résolution unanime de la Chambre des communes de “viser à éliminer la pauvreté des enfants au Canada avant l’an 2000”

et deux ans se sont écoulés depuis que la Chambre des communes en entier a voté pour l’élaboration “d’un plan immédiat pour éradiquer la pauvreté pour tous au Canada.”

- Résolutions unanimes de la Chambre des communes, 24 novembre 1989 et 2009



Human Development Council



INTRODUCTION

En 1989 la Chambre des Communes a décidé à l'unanimité de mettre un terme à la pauvreté des enfants au Canada d'ici l'an 2000. Ce but n'a pas été atteint. En 2010, 14.5% des enfants vivent encore dans la pauvreté.

L'initiative "La Campagne 2000" a encouragé les provinces d'agir afin d'éliminer la pauvreté des enfants. Cette campagne a également cherché à rappeler au public et au gouvernement fédéral la promesse faite à nos enfants il y a vingt-deux ans.

Ce rapport fait partie d'un grand nombre de rapports à ce sujet écrits au Canada afin d'illustrer la situation. C'est la septième année que ce rapport est préparé. Il décrit l'historique de la pauvreté chez les enfants ainsi que les défis à relever.

En novembre 2009, le Nouveau Brunswick c'est joint aux autres provinces qui ont adopté une stratégie pour la diminution de la pauvreté. Ensemble pour vaincre la pauvreté: Le plan d'inclusion économique et social du Nouveau Brunswick c'est fixé le but de réduire la pauvreté monétaire de 25% et la pauvreté monétaire extrême de 50% d'ici l'an 2015. Ces échéanciers sont décrits dans l'acte d'inclusion économique et sociale. Cette loi a reçu une sanction royale en avril 2010.

Les dernières statistiques de Statistiques Canada de 2010 (qui utilisant le mesure pour le faible revenu après impôts, LIM-AT) démontrent que:

22,000 enfants au Nouveau Brunswick vivent dans la pauvreté

Bien que ca constitue une baisse importante depuis les dernières 5 années (de 24.6% en 2006 à 16.1%) il reste encore beaucoup de chemin à faire.

Calculs de la pauvreté

Les types de calculs pour les faibles revenus possèdent une longue histoire au Canada. Il existe plusieurs façons de calculer les taux de pauvreté. Revenu minimum d'insertion avant les taxes (LICO-BT), Revenu minimum d'insertion après les impôts (LICO-AT), Mesure du panier de consommation (MPC), mesure pour le faible revenu après impôts (LIM-AT).

En accord avec le bulletin national, le rapport de cette année utilisera le LIM-AT. Malgré que le LICO-AT fut utilisé dans les rapports précédents, la taille de l'échantillon au Nouveau Brunswick rend se calcul non fiable. Le LIM-AT est très semblable à l'étude du revenu du Luxembourg (LIM). Cette méthode de calculs est souvent utilisé dans des comparaisons internationales. Le LIM est un calcul utilisé par le gouvernement de l'Ontario dans leur stratégie visant à réduire la pauvreté. Un individu qui se retrouve dans une catégorie du bas revenu aurait beaucoup de difficulté à participer pleinement dans notre société.

Pour de plus amples renseignements au sujet de ces différents types de calculs veuillez consulter Mesure du faible revenu au Canada, Statistiques Canada, 2004. <http://www.statcan.gc.ca/pub/75f0002m/75f0002m2004011-eng.pdf>.

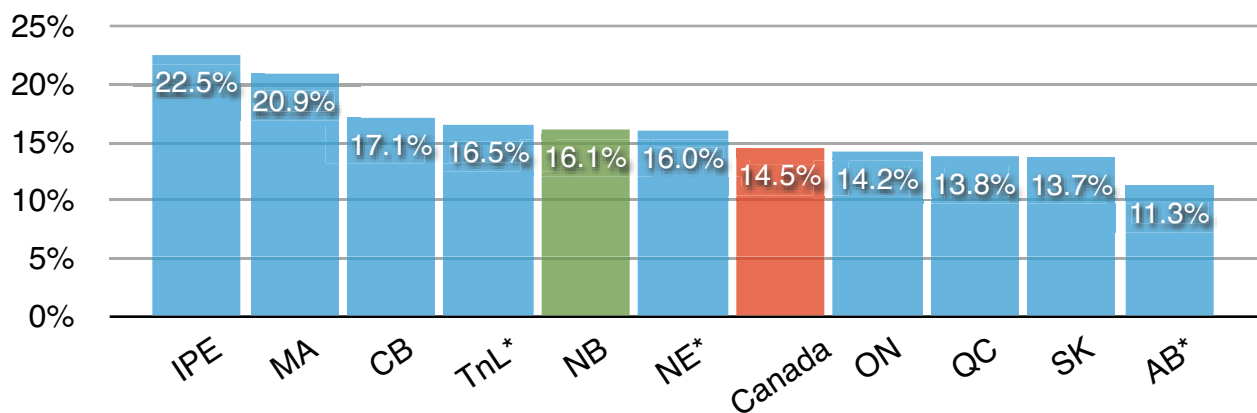
PAUVRETÉ CHEZ LES ENFANTS

Définir la pauvreté, ce n'est pas seulement une question d'argent

Le Canada n'a pas de définition officielle de la pauvreté. Peter Townsend, une autorité internationale sur la pauvreté des enfants et ex-membre du Groupe de Rio préconise l'approche de la pauvreté selon une perspective d'exclusion sociale. Il affirme que «la détermination d'un seuil de pauvreté ne peut pas être fondée sur une sélection arbitraire d'un faible niveau de revenu» et il n'est pas "suffisant pour décrire la pauvreté comme une condition à appliquer à ceux dont le revenu disponible est faible par rapport à celui des autres." le lauréat du Nobel d'économie 1998, Amartya Sen définit la pauvreté selon l'approche par des capacités de base. Il dit que «la pauvreté doit être considérée comme la privation de capacités fondamentales plutôt que par la faiblesse du revenu."

Le Nouveau Brunswick a connu des améliorations importantes au niveau de pauvreté chez les enfants au cours des années, surtout en comparant ces résultats avec d'autres provinces. Malgré ce progrès l'inégalité de revenu qui augment, les taux horaires bas et le manque de soutien social garde plus de 22,000 d'enfants au Nouveau Brunswick sous ou sur le seuil de pauvreté.

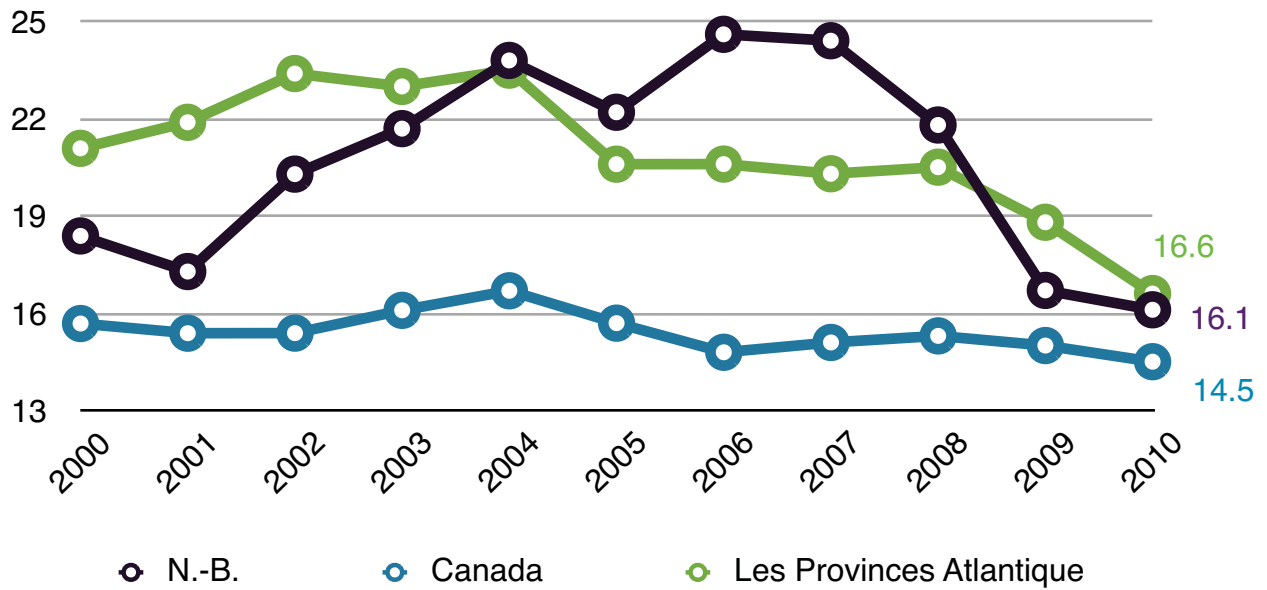
TAUX DE PAUVRETÉ CHEZ LES ENFANTS 2010 (% , utilisent LIM-AT)



* Statistique Canada nous avise d'utiliser les données ci-haut avec discernement.

En 1983, le taux de pauvreté chez les enfants au N.-B. a monté jusqu'à 27.8%. Bien que le pourcentage des enfants au N.-B. vivant sous le seuil de la pauvreté a changé à plusieurs reprises depuis la résolution d'éliminer cette pauvreté provenant de la Chambre des Communes en 1989, le N.-B. a fait du progrès. Le taux de pauvreté des enfants au Nouveau-Brunswick n'a cessé de diminuer, lentement mais sûrement, depuis 2006.

Taux De Pauvreté des Enfants au N.-B., Canada et Les Provinces Atlantiques (% , utilisent LIM-AT)



PAIEMENTS DE TRANSFERT GOUVERNEMENTAUX

Une comparaison des niveaux de pauvreté des enfants dans les pays riches révèle que les politiques mises en œuvre par les gouvernements jouent un rôle prépondérant dans la réduction de ce phénomène. Le fait que certains pays acceptent un niveau de pauvreté plus élevé chez les enfants ne dépend pas du hasard ni du besoin, mais de la politique et des priorités.

-Bilan Innocenti 10 de l'UNICEF, Rapport Complémentaire du Canada

Les initiatives du gouvernement fédéral, comme la Prestation fiscale canadienne pour enfants, l'assurance-emploi, crédit pour la TVH et la Prestation fiscale pour le revenu jouent un rôle important dans la réduction de la pauvreté infantile et familiale. Au niveau provincial, la Prestation fiscale pour enfants du Nouveau-Brunswick et le Supplément de revenu de travail ont un effet similaire.

En Septembre 2012, la province a lancé le programme de beaux sourires et une bonne vision, dans le cadre de sa stratégie de réduction de la pauvreté. Le programme offre une couverture de vision et de soins dentaires pour tous les enfants âgés de 18 ans et moins dans des familles à faible revenu. Le programme devrait bénéficier à environ 22,000 enfants dans l'ensemble de la province.

L'intérêt supérieur de l'enfant doit constituer une priorité et le maximum des ressources disponibles doit être investi en leur faveur. La protection de ces droits ne doit pas dépendre de la fluctuation des taux d'intérêt, du gouvernement au pouvoir ou d'une politique en vogue.

-Bilan Innocenti 10 de l'UNICEF, Rapport Complémentaire du Canada

ENFANTS PREMIÈRES NATIONS

“Les statistiques sont si tristes et le problème si persistant qu’ils perdent presque le pouvoir de surprendre. Sept des dix régions de codes postaux les plus pauvres au Canada sont des communautés de Premières Nations néo-brunswickoises. Il est deux fois plus probable qu’un enfant né d’une Première Nation vit dans la pauvreté, quatre fois plus probable d’abandonner l’école secondaire, huit fois plus probable d’être sans emploi et neuf fois plus probable de connaître l’incarcération ou une dépendance qu’un enfant voisin ne provenant pas d’une Première Nation. Dans une nation comme le Canada, qui est fier de ses principes de générosité, d’égalité et de grande possibilité, ces faits devraient nous causer du chagrin et nous appeler à agir.”

-Une lettre ouverte de l’Assemblée des Chefs des Premières Nations du Nouveau-Brunswick

Sept des dix régions de codes postaux les plus pauvres au Canada sont des communautés de Premières Nations néo-brunswickoises.

L’enjeu compte! Le rapport 2011 sur l’état des enfants, indique que 2,45% de la population du N.-B. s’identifient comme Autochtones, mais seulement 8,7% des 2,45% de ceux-ci parlent une langue autochtone à la maison. Dans [un article récent CBC](#), Edward Doolittle, responsable des programmes interministériels, Université des Premières nations du Canada à Regina, a averti que "de nombreuses langues autochtones au Canada [] ne tiennent qu’à un fil ... Beaucoup cesseront d’exister lorsque les anciens qui parlent ces langues décéderont. "Et que nous ne savons même pas ce que nous perdons. Une fois que nous avons perdu la langue, nous avons perdu l’un des piliers de la culture. Toutes les connaissances reliées à nos langues et à nos cultures seront requises un jour dans un proche futur.

- Il y a plus de 18 000 personnes qui vivent dans les communautés des 15 Premières Nations du Nouveau-Brunswick dont neuf sont Mi’kmaq et six sont Malécites.
- Les jeunes sous l’âge de 25 ans forment plus que la moitié de la population des Premières Nations.
- Les jeunes qui vivent dans des communautés de Premières Nations ont 50 % plus tendance à ne pas terminer leurs études secondaires, sont deux fois plus probable à vivre dans la pauvreté et connaître la faim et sont six fois plus probable de commettre le suicide.
- D’après l’indice du développement humain des Nations Unies, le Canada se place constamment dans les 10 meilleurs pays. si l’indice prenait seulement en ligne de compte les communautés des Premières Nations, il serait au 78 ième rang; rang tenu couramment par le Kazakhstan.
- En moyenne, les gens des Premières Nations font 30 % de moins que les autres Canadiens; ceci représente un différence annuelle de 9 000\$.
- La marge salariale est diminuée à 648 \$ par an lorsque les gens des Premières Nations ont des études postes-secondaires.
- Seulement 8 % des gens des Premières Nations obtiennent un diplôme universitaire alors que 22 % des autres Canadiens l’obtiennent. si nous pouvons couper cette marge pour 2026, les bénéfices économiques comprendront 11.6 milliards de dollars additionnels en impôt et un coût moindre au gouvernement relatif aux programmes sociaux. Aussi, ceci ajouterait 9 milliards de dollars en gain de productivité du secteur privé.

Source: AFNCNB, Redonner espoir aux Premières Nations : Un plan pour mettre fin au cycle de pauvreté chez les communautés des Premières Nations du Nouveau-Brunswick

Le 13 Novembre 2012, l’Assemblée des Chefs des Premières Nations au Nouveau-Brunswick (AFNCNB) a lancé [un plan](#) visant à restaurer l’espoir et la lutte contre les niveaux de profondeur de la pauvreté qui existent au sein du Nouveau-Brunswick et les 15 collectivités des Premières nations. Bien qu’ils reconnaissent que les statistiques sont sombres, ils gardent espoir et affirme que les Premières Nations au Nouveau-Brunswick est une histoire qui peut - et doit - être réécrite.

L'ASSISTANCE SOCIALE

Le plan d'inclusion du N.-B. – ensemble pour vaincre la pauvreté “Pendant les prochaines années, le plan demande au gouvernement de restructurer et augmenter les taux d'aide sociale incluant un nouveau régime plus adéquat pour les personnes handicapées.”

Source: Gouvernement du Nouveau Brunswick, le plan d'inclusion, Ensemble pour vaincre la pauvreté.

Programme d'assistance transitoire

“Ce programme s'adresse aux personnes qui sont employables, ainsi qu'aux personnes qui ont besoin de soutien et d'une intervention pour devenir employables. Cela comprend les personnes seules qui sont aptes au travail et les personnes ayant un problème médical chronique ou temporaire. La plupart des familles sont admissibles à une aide dans le cadre de ce programme.”

Programme de prestations prolongées

“Conçu pour les personnes certifiées aveugles ou invalides par la Commission consultative médicale. Il vise également certains clients qui reçoivent de l'aide depuis de nombreuses années et qui bénéficient d'une clause de droits acquis pour ce programme.”

Taux d'Assistance Sociale au N.-B.

Taille de l'unité	Programmes des prestations prolongées (\$)	Programme d'assistance transitoire (\$)
1 personne	618	537
1 adulte, 1 enfant (en bas de 19 ans)	890	809
2 adultes	908	827
3 personnes	943	857
4 personnes	1 000	908

En octobre 2012, il y avait plus de 39,536 Néo Brunswickois sur l'aide sociale. Ceci représente 24,465 dossiers.

Banques alimentaires Canada signale que l'aide sociale est la principale source de revenu pour 65,9% des 19.524 personnes aidées par des banques alimentaires au Nouveau-Brunswick.

Les taux actuels d'aide sociale ne sont pas suffisants, ils sont trop faibles pour assurer l'accès à une nourriture suffisante et nutritive. Banques alimentaires Canada recommande de faire des changements importants à l'aide sociale à l'échelle du gouvernement provincial, de sorte à ce que le programme aide les gens à *vivre dans la dignité* et aussi à *se remettre sur pieds*.

La faim est toxique pour ceux qui en souffrent et est dommageable pour le Canada, dans l'ensemble. Elle réduit les contributions économiques des particuliers et augmente les coûts liés aux soins de santé et aux services sociaux.

-Bilan-Faim 2012, Banques Alimentaires Canada

SALAIRE MINIMUM

Taux par province	
Nunavut	\$11
Yukon	\$10.3
Columbia Britannique	\$10.25
Manitoba	\$10.25
Ontario	\$10.25
Nouvelle Écosse	\$10.15
Nouveau Brunswick	\$10
Terre-Neuve et Labrador	\$10
Territoires du Nord-Ouest	\$10
Île du Prince Édouard	\$10
Québec	\$9.9
Alberta	\$9.75
Saskatchewan	\$9.5

Selon le rapport Vaincre la pauvreté ensemble: Le plan d'inclusion économique et social du Nouveau Brunswick "le salaire minimum serait augmenté le 1er septembre 2011. Par la suite le salaire minimum sera ajusté selon l'augmentation des coûts de la vie."¹ Le 1^{er} avril, 2012 le salaire minimum a été augmenté jusqu'à 10.00\$.

Source: ¹Vaincre la pauvreté ensemble, Le plan d'inclusion économique et social du Nouveau Brunswick.

Les familles monoparentales de toute taille et les familles avec deux parents qui ont plus que deux enfants demeureront sous le seuil de pauvreté avec un salaire minimum. Les familles avec deux parents et deux enfants demeureront juste en haut de le seuil de pauvreté avec un salaire minimum. La situation est particulièrement difficile pour une famille monoparentale avec deux enfants qui se retrouvent 12,388\$ sous le seuil de pauvreté.

	Salaire annuel selon le salaire minimum	LIM	Différence	Salaire minimum selon un % du LIM
Monoparental, 1 enfant	\$20,800	27,098	-6,298	77%
Monoparental, 2 enfants	\$20,800	33,188	-12,388	63%
Deux parents, 1 enfant	\$41,600	33,188	8,412	125%
Deux parents, 2 enfants	\$41,600	38,322	3,278	109%

Note: Le salaire minimum est calculé selon une semaine de 40 heures, 52 semaines par année et n'inclut pas les paiements de transfert gouvernementaux.

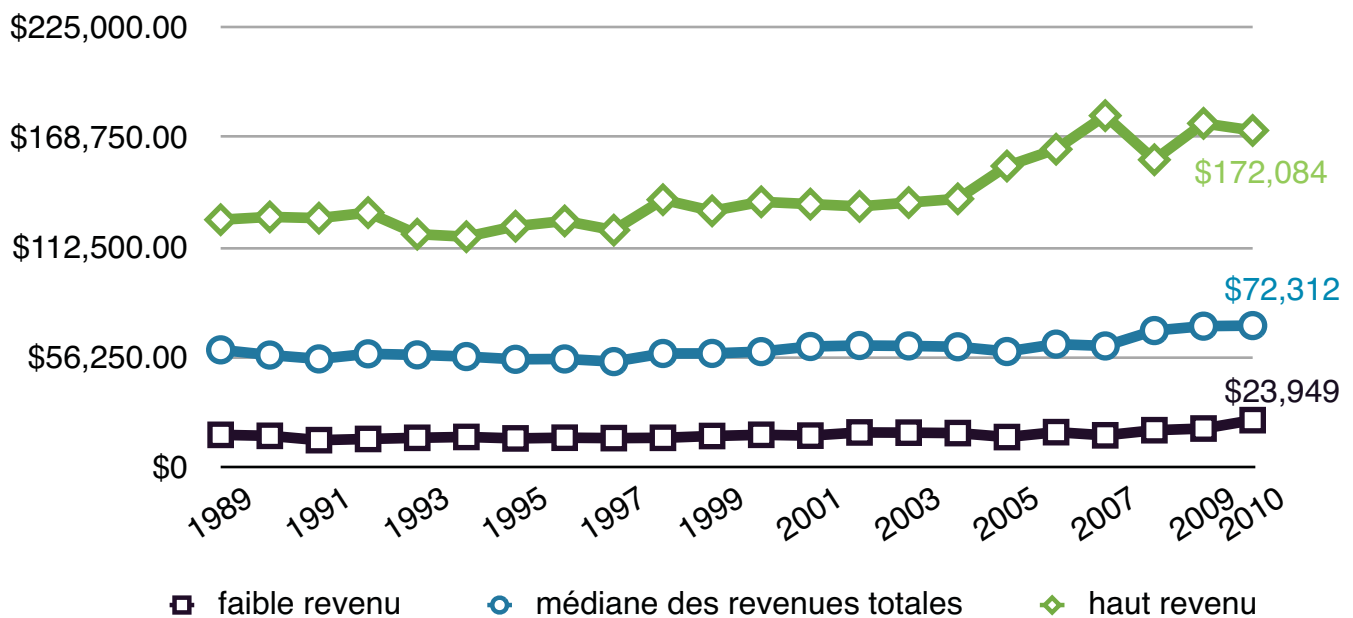
Le salaire minimum ne met pas fin définitivement à la pauvreté des familles.

L'INÉGALITÉ SALARIALE

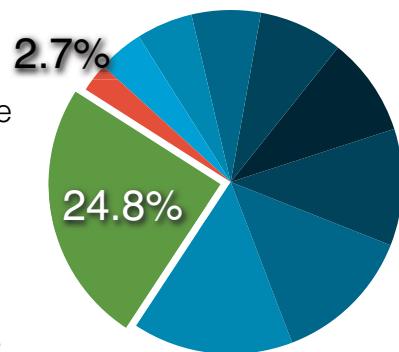
L'inégalité des revenus est la mesure dans laquelle le revenu est réparti inégalement dans un pays ... l'inégalité élevée peut diminuer la croissance économique si elle signifie que le pays n'utilise pas entièrement les compétences et les capacités de tous ses citoyens ou si elle nuit à la cohésion sociale, contribuant aux tensions sociales existantes. Deuxièmement, une forte inégalité soulève une question morale de l'équité et la justice sociales.

-Conference Board of Canada

MÉDIANE DES REVENUS POUR LES FAMILLES AVEC ENFANTS AU N.-B. (1989-2010, 2010\$)



Le décile le plus bas au Nouveau-Brunswick a une part du revenu total de 2,7%. En d'autres termes, les plus pauvres (10%) des Néo-Brunswickois ont seulement 2,7% de l'ensemble des revenus. Le décile le plus élevé du revenu est de 24,8%. 10% des plus riches ont accès à un quart de ce graphique.



NB a de faibles taux d'imposition du revenu par rapport aux autres provinces de l'Atlantique. Ceci a des implications importantes pour la taille du déficit de la province et de la dette nette. Les taxes sont non seulement essentiels pour l'entretien des infrastructures importantes et des programmes sociaux, ils sont un mécanisme important pour lutter contre les inégalités.

"La dernière fois que l'élite canadienne a tenu une si grande part des revenus nationales dans leurs mains était dans les années 1920. Même dans ce cas, leurs revenus n'augmentaient pas aussi rapidement qu'aujourd'hui. C'est une première dans l'histoire canadienne et elle souligne un retournement spectaculaire des tendances à long terme"

-Armine Yalnizyan, senior economist, Canadian Centre for Policy Alternatives

TAUX D'IMPÔTS SUR LE REVENU POUR LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE 2012

N.-B.	NÉ	IPE	TN et L
9.10% des premiers 38,190\$	8.79% des premiers 29,590\$	9.8% des premiers 31,984\$	7.7% des premiers 32,893\$
+12.1% des 38,190\$ suivants	+14.95% des 29,590\$ suivants	+13.8% des 31,985\$ suivants	+12.5% des 32,892\$ suivants
+12.4% des 47,798\$ suivants	+16.67% des 33,820\$ suivants	+16.7% de l'excédent de 63,969\$	+13.3% de l'excédent de 65,785\$
+14.30% de l'excédent de 124,178\$	+17.5% des 57,000\$ suivants		
	+21% de l'excédent de 150,000\$	Source: Taux d'imposition des provinces et territoires pour 2012, Agence du revenu du Canada http://www.cra-arc.gc.ca/tx/ndvdl/fq/txrts-fra.html	

Le taux de l'impôt sur le revenu des sociétés du Nouveau-Brunswick a chuté de 13% en 2008 à 10% en 2012. Le taux au Nouveau-Brunswick est aujourd'hui l'un des plus bas dans le pays et est nettement inférieur à celui des autres provinces atlantiques. L'impôt sur le capital des grandes sociétés a été complètement supprimé à compter du Janvier 1, 2009.

Impôt sur le revenu des sociétés, 2012	
N.-B.	10%
NÉ	16%
IPE	16%
TN et L	14%

Source: Ministère des Finances de N.-B., <http://www.gnb.ca/0162/tax/Corporate-f.asp>

Dans un rapport spécial en 2010 au sujet du New Brunswick et sa situation fiscale, TD Economics ont estimé qu'une augmentation de seulement un pourcentage par année à:

- aux taux d'imposition générerait au delà de **100 millions de dollars** en revenue supplémentaire;
- taux généraux d'imposition sur le revenu générerait environ **40 millions de dollars** des revenus supplémentaires, et
- Taxe de vente harmonisée (TVH) taux devrait générer environ **125 M \$** de chiffre d'affaires supplémentaire

71% des Canadiens pensent que l'écart croissant entre les revenus sape les valeurs canadiennes

Une commission d'étude récente de l'Institut Broadbent a constaté que de nombreux Canadiens ont été troublés par l'ampleur des problèmes d'inégalité au Canada.²

“Les Canadiens valorisent énormément l'égalité et sont prêts à y contribuer. La plupart sont prêts et désireux de payer des impôts plus élevés si cela se traduit de la part des gouvernements par la protection des services publics et une plus grande priorité accordée à diminuer l'inégalité des revenus.” -PROJET D'ÉGALITÉ, Institut Broadbent

¹ Source: TD Economics, 2012, <http://www.td.com/document/PDF/economics/special/td-economics-special-dd1110-nb.pdf>

²Source: Institut Broadbent, http://www.broadbentinstitute.ca/sites/default/files/documents/projet-degalite_0.pdf

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Il y a eu une explosion du nombre de banques alimentaires et les programmes de repas au Canada depuis la première banque alimentaire ouverte comme une mesure temporaire en 1981. Selon Banques alimentaires Canada, il existe plus de 800 banques alimentaires et 3.000 programmes alimentaires au Canada. L'Association des banques alimentaires du Nouveau-Brunswick est une organisation sans but lucratif de bienfaisance dont les membres sont des banques alimentaires et des soupes populaires partout dans la province du Nouveau-Brunswick. La composition des 63 banques alimentaires est organisée en 5 districts géographiques.

Source: L'Association des banques alimentaires du Nouveau-Brunswick

Entre 2008 à 2012, l'utilisation des banques alimentaires au Nouveau-Brunswick a augmenté de 24.8%.

Au Nouveau-Brunswick en Mars 2012, 19,524 personnes ont reçu des aliments provenant d'une banque alimentaire, et plus d'un tiers (32%) de ceux-ci étaient des enfants. Plus de la moitié (51.9%) des banques alimentaires du Nouveau-Brunswick ont signalé une hausse dans la dernière année et de 9% des ménages ont dit qu'ils recevaient de l'aide pour la première fois. Conformément à une tendance nationale à la

hausse, l'utilisation entre 2008 à 2012 des banques alimentaires au Nouveau-Brunswick a augmenté de 24.8%.

Les enfants et les jeunes 0-19 ans représentent 21% de la population du Nouveau-Brunswick. Banques alimentaires Canada signale que les 19 524 personnes au Nouveau-Brunswick aide d'une banque alimentaire en Mars 2012, **32% étaient des enfants.**

Banques alimentaires Canada a révélé que plus de 10% des personnes aidées par les banques alimentaires avaient un emploi. Beaucoup de gens qui travaillent ne gagnent pas assez pour assurer un niveau de vie suffisant et d'assurer leur bien-être.

L'association canadienne médicale affirme que "le revenu et l'éducation ont des répercussions importantes sur les Canadiens et l'état de leur santé." Une étude¹ 2009 a révélé que 33% des

Canadiens qui gagnent moins de 30.000\$ dollars par an et 28% de ceux qui ont moins d'un diplôme d'études secondaires décrivent leur santé comme passable ou mauvaise. En revanche, seulement 13% des Canadiens qui gagnent \$ 90,000 ou plus et 11% de ceux ayant un diplôme universitaire ou supérieur décrivent leur santé comme passable ou mauvaise.

PRINCIPALE SOURCE DE REVENU	Total	Rural
% Emploi	10,4	7,6
% Assurance-emploi	6,2	7,1
% Aide sociale	65,9	68,6
% Soutien de revenu lié à une invalidité	4,6	5,2
% Pension	6,4	5,7
% Prêt/bourse étudiant	0,5	0,2
% Aucun revenu	4,0	4,0
% Autre revenu	2,1	1,7
Banques alimentaires qui ont déclaré	32	24

"Dans ce grand pays qui est le nôtre, la nourriture est abondante - personne ne devrait avoir faim. Cependant, tous les mois près de 900,000 personnes au Canada - 38% sont des enfants - se tournent vers les banques alimentaires afin de réussir à rejoindre les deux bouts."
-En bref: Printemps 2012, Banques alimentaires Canada

Source: Hunger Count 2012, Food Banks Canada

¹Canadian Medical Association, 9th Annual National Report Card on Health Care, 2009, http://beta.images.theglobeandmail.com/archive/00178/CMA_s_9th_Annual_Na_178243a.pdf

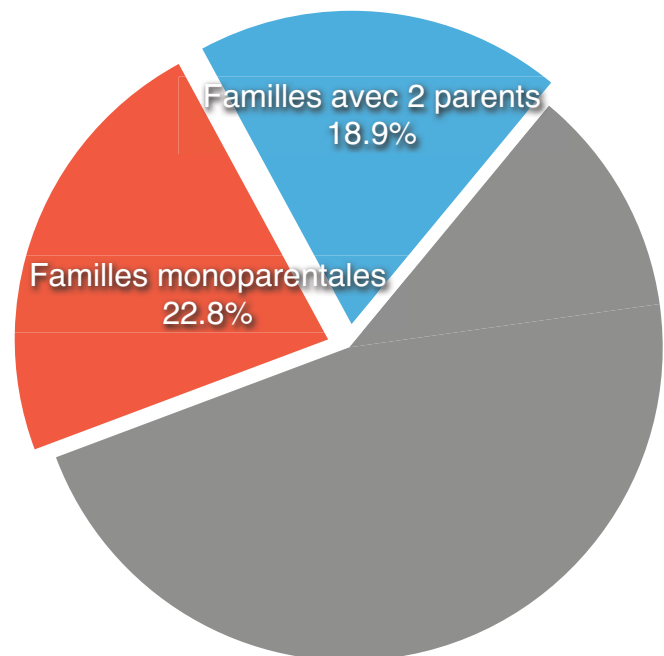
La sécurité alimentaire existe lorsque tous les gens peuvent en tout temps accéder physiquement et économiquement à une quantité adéquate et sécuritaire de nourriture qui est riche en nutriments et respecte leur culture. Cette nourriture doit répondre aux besoins de santé et aux préférences alimentaires de l'individu. La nourriture doit également être procuré et produite de façon à respecter l'environnement et la justice sociale. La sécurité alimentaire est assuré par les stratégies suivantes: 1) Solution à court terme afin de soulager un manque de nourriture tel que les banques alimentaires, les repas à l'école, les soupes populaires et les coupons de nourriture. 2) Stratégie de capacité d'accueil: jardins communautaires cuisines communautaires, marché de fermiers, club d'achat de nourriture, 3) Stratégie pour changer les systèmes: initiative pour la réduction de la pauvreté, taux du salaire minimum et de l'aide sociale, nouvelles politiques pour les aliments et la nutrition, etc.

Source: Tirer de : *An Environmental Scan of Food Security Strategies à Saint John, préparé en partie pour le Human Development Council par Brandy Jones, Août 2010.*

L'Utilisation des Banques Alimentaires Par Type de Ménages

En Août 2012, le Front commun pour la justice sociale (FCJS) a publié les résultats de son enquête alimentaire Coût provincial. Il a constaté que le coût d'un panier de provisions nutritif a augmenté de 3,33% entre Juillet 2011 et Juillet 2012. Le rapport a calculé le coût mensuel d'un régime alimentaire nutritif pour quatre types de famille:

- *Couple avec 2 enfants: 827.45\$ par mois (9,927\$ par année)*
- *Mère monoparental avec un enfant: 464.43\$ par mois (5,573\$ par année)*
- *Célibataire : 323.15\$ par mois (3,878\$ par année)*
- *Femme âgée : 215.66\$ par mois (2,588\$ par année)*



“Le développement humain est l'accroissement des libertés et des capacités permettant aux personnes de mener une vie qu'elles jugent satisfaisante à juste titre. Il repose sur l'élargissement de l'éventail des choix disponibles. Les notions de libertés et de capacités vont au-delà de la satisfaction des besoins essentiels.”

-Rapport sur le développement humain 2011, Programme des Nations Unies pour le développement

DÉMARRER & L'ÉDUCATION POST-SECONDAIRE

Pendant l'année scolaire 2010/2011, 1,050 élèves (7^{ième} à la 12^{ième}) ont décroché de l'école, ce qui représente un taux de 2,0%.

Parmi ceux qui ont abandonné, 80,9% ont indiqué «problèmes personnels» comme raison de leur départ. Le taux d'abandon pour les 10 à 12 année a été de 3,3%.

1,050 Élèves ont décroché pendant l'année scolaire 2010/2011

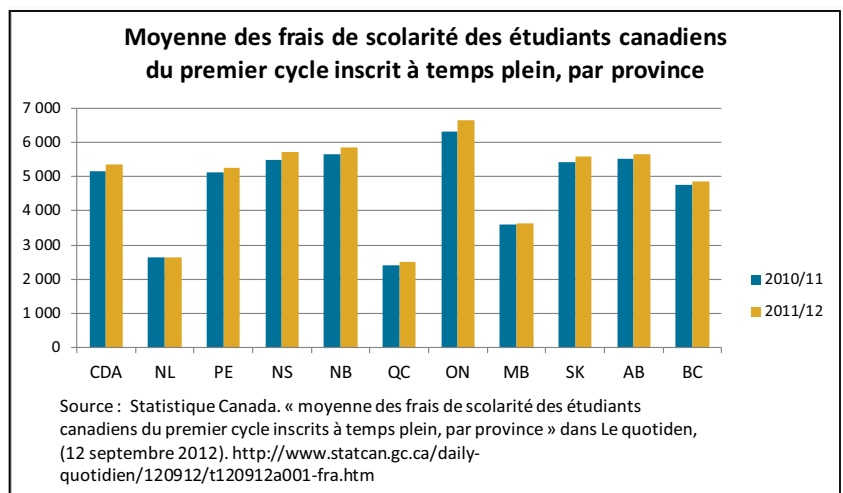
Source: Statistiques de décrochage 2010/2011, Ministère de l'Éducation et du développement de la petite enfance.

Le taux d'abandon pour les étudiants anglophones était de 2,1%, comparativement à 1,7% pour les étudiants francophones. Élèves de sexe masculin au Nouveau-Brunswick étaient plus susceptibles d'abandonner avec un taux de 2,2% contre 1,7% pour les femmes.

Il y avait une disparité notable dans les taux d'abandon par district scolaire, avec l'ancien district 15 ayant le plus haut taux de décrochage de 4,2%. Sugarloaf Senior High School, école secondaire de Bathurst et Dalhousie Regional High School ont les taux d'abandon de 7,0%, 5,2% et 5,1% respectivement - parmi les plus élevés dans la province. District scolaire 1 avait le plus faible taux d'abandon scolaire de 1,0%

- Les étudiants de l'Université du Nouveau-Brunswick payent des frais de scolarité les plus élevés après l'Ontario.¹
- Pour l'exercice 2011/2012 scolaire, "le Nouveau-Brunswick a affiché la plus forte hausse des frais supplémentaires obligatoires pour les deux premiers cycles (+21,5% à 430 \$) et les étudiants des cycles supérieurs (+17,6% à 475 \$)"

- Les estimations du CCNB qu'un étudiant doit prévoir un budget pour un coût supplémentaire pouvant aller jusqu'à 7600 \$ pour chaque année d'études, en plus des frais de scolarité.²



Source: Institut Vanier de la Famille, <http://www.vanierinstitute.ca/include/get.php?nodeid=2292>

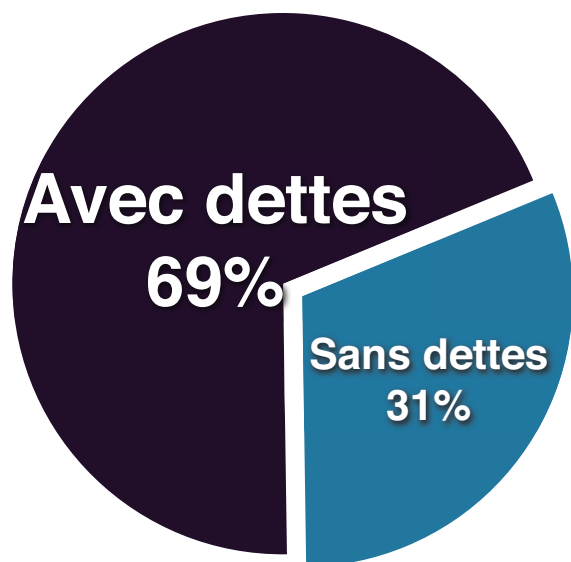
¹Source: Statistics Canada <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/110916/dq110916b-fra.htm>

²Source: CCNB: <http://www.nbcc.ca/en/home/admissions/tuitionandfees/default.aspx>

La demande du marché du travail pour les travailleurs ayant un niveau de scolarité plus élevé a un impact énorme - nos enfants restent à l'école plus longtemps, donc quittent la maison plus tard et souvent effectuent un retour au domicile parental. Tout en donnant de nombreux jeunes un coup de pouce, cette tendance a créé de nouveaux défis, en particulier en rapport avec les coûts de l'éducation des enfants et le financement des études postsecondaires. -Vanier Institute of the Family

“Il y a une aberration majeure quand il s'agit de la dette étudiante canadienne: les Maritimes.”

Nouveau-Brunswick étudiants de niveau postsecondaire diplômés avec dettes (%)



- Au Nouveau-Brunswick, 69% des étudiants du niveau postsecondaire supérieures ont une dette.
- Même si l'Ontario a un taux de scolarité plus élevés (6640 \$ par rapport à 5853 \$), les étudiants du postsecondaire au Nouveau-Brunswick sont accablés par la dette beaucoup plus. En moyenne, les élèves du Nouveau-Brunswick effectuent des versements mensuels de 373 \$. En Ontario, le versement mensuel moyen est de 287\$.
- Sept sur dix étudiants du Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador ont terminé leurs études avec une moyenne de plus de 34,000 \$ en dettes d'études en 2005.

Source: The Canadian Education Project, Higher Education Strategy Associates, <http://higheredstrategy.com/a-closer-look-at-student-debt-postscript/>

The Canadian Federation of Students, <http://www.cfs-fcee.ca/studentdebt/index.html>

Il ya une disparité dans les taux de participation aux études postsecondaires entre le plus bas et les plus hauts quartiles de revenu de la famille:

Au Nouveau-Brunswick, le revenu familial semble avoir un impact sur les taux d'achèvement des études secondaires et sur l'accès à l'éducation postsecondaire.

Article 26 de la déclaration universelle des droits de l'homme dit que “l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.”

Taux de participation postsecondaire au N.-B. à l'âge de 19 ans

	Le plus bas quartile de revenu familial	Plus haut quartile de revenu familial
Tout jeunes	46.3%	76.2%
Diplômés de l'école secondaire	55.8%	79.7%

Source: Statistics Canada, A first look at provincial differences in educational pathways from high school to college and university

Déclaration universelle des droits de l'homme

Article 26: Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

Bien Démarrer

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

- Le gouvernement du Canada a mis en place un plan d'action fédéral pour réduire et éradiquer la pauvreté, en consultation avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, les gouvernements et les organisations autochtones, des organisations non gouvernementales et les personnes vivant dans la pauvreté.
- Une prestation pour enfants améliorée pour les familles à faible revenu à un maximum de 5 400\$ par enfant (en 2011 dollars et indexé à l'inflation).
- Un système public d'éducation de la petite enfance de haute qualité et les services de garde d'enfants qui sont abordables et disponibles pour tous les enfants (0–12 ans).
- Rétablir et élargir la politique de l'éligibilité à l'assurance emploi.
- Augmenter les crédits d'impôts fédéraux du travail à 2 400\$ par année.
- Établir des cibles pour la réduction de la pauvreté avec des dates de tombée et des indicateurs pour les familles autochtones peu importe l'endroit où ils vivent. Cette stratégie devra être créée en collaboration avec les Premières Nations ainsi que les communautés autochtones urbaines.
- Le gouvernement fédéral doit travailler avec les provinces pour offrir un financement public adéquat pour l'éducation postsecondaire, y compris la disponibilité accrue des besoins de base de bourses pour les étudiants à faible et moyen revenu.

PRIORITÉS DE LA PROVINCE: (GOUVERNEMENT, ENTREPRISES ET COMMUNAUTÉS)

- Offrir des subventions viables destinées aux programmes qui réduisent le taux de pauvreté afin d'accéder aux cibles telles qu'énoncées dans la loi de l'inclusion économique et social.
- Répondez favorablement et rapidement aux recommandations dans le rapport "Redonner de l'espoir aux Premières Nations".
- Passer du salaire minimum au salaire vital (living wage).
- Aller de l'avant avec les réformes prévues pour le programme d'aide sociale.
- Éliminer les obstacles à la participation au marché du travail, ex:
 - Refaire les exemptions de salaire pour inclure un supplément de revenu du salaire.
 - Assurer que les subventions de garde pour les enfants sont suffisantes pour le vrai coût et suite à des mises à niveau planifiées provinciales au service de garde et d'apprentissage précoce.
 - Offrir une assurance de médicaments pour les travailleurs à faible revenu.

LE LECTEUR

- Parlez avec vos représentants provinciaux afin de les convaincre de l'importance d'éliminer la pauvreté. Ces investissements d'argent et de temps auront des retombées économiques et sociales très importantes.
- Faites du bénévolat ou offrez un don à un organisme à but non-lucratif qui participe à la réduction de la pauvreté dans votre quartier. Voir notre banque données au (www.nbinfo.ca) pour plus d'idées.

Rapport sur la pauvreté des enfants

Nouveau Brunswick • novembre 2012

Préparer par Jenny O'Connell (chercheure) et Randy Hatfield (Directeur Exécutif) avec le Human Development Council, un conseil local de planification sociale qui coordonne et promeut le développement social dans la région métropolitaine de Saint John. Des copies de ce rapport sont disponibles au:

Human Development Council
47 rue Charlotte, 3ième étage du City Market
Boîte 6125, Poste A
Saint John, Nouveau Brunswick E2L 4R6
Tél: 506.634.1673
Fax: 506.636.8543
info@sjhdc.ca
www.sjhdc.ca (sous la rubrique produits et services)

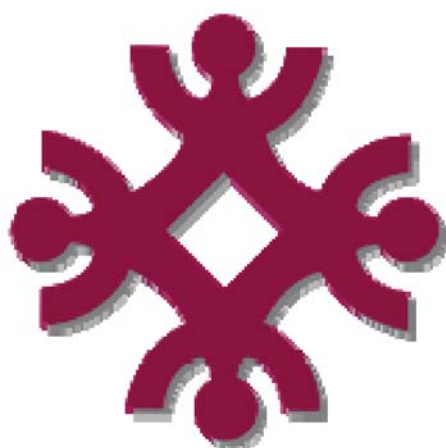
Campagne 2000 est un réseau à travers le Canada de plus de 120 organismes qui se sont engagés à travailler ensemble pour mettre fin à la pauvreté des enfants au Canada.

© Human Development Council, 2012
Imprimer à Saint John, Nouveau Brunswick, novembre 2012

VOUS AVEZ DES QUESTIONS?

VOICI DES RÉPONSES!

Votre centre Communautaire d'information est votre réseau d'information pour les programmes et les services à Saint Jean.



Appellez: 633-4636

Ou

Cliquez:

www.saintjohninfo.ca

“Le meilleur service pour accéder au bon service.”